

3^e trimestre 2022 : malgré la progression de l'emploi en Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

Insee Conjoncture Bretagne • n° 42 • Janvier 2023

Malgré le ralentissement de la croissance et un contexte économique marqué par l'inflation, l'emploi a augmenté de 0,4 % en France au 3^e trimestre 2022. Cette même hausse s'observe en Bretagne, avec près de 5 000 créations nettes d'emploi en trois mois. Le dynamisme du tertiaire marchand se confirme et l'emploi augmente également dans l'industrie et la construction, ainsi que dans l'intérim.

Le nombre de créations d'entreprises est en hausse ce trimestre, et la fréquentation touristique continue d'augmenter.

Cependant, d'autres indicateurs apparaissent moins favorables : s'il reste à un niveau bas, le taux de chômage ne baisse plus dans la région. Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse, en particulier parmi les jeunes. Les permis de construire et les mises en chantier sont en baisse. Les défaillances d'entreprises augmentent avec la fin des mesures de soutien aux entreprises mises en place pendant la crise.

L'activité reste orientée à la hausse

Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs (hors chômage partiel), l'activité progresse de 1,0 % au 3^e trimestre 2022 en Bretagne, alors qu'elle est quasi stable en France hors Mayotte (+0,1 %).

En octobre 2022, l'activité est supérieure de 1,5 % au niveau d'octobre 2021 dans la région, sous l'effet notamment des hausses du nombre d'heures rémunérées par les employeurs dans trois secteurs : la fabrication de matériel de transport (+26,7 %), l'hébergement et restauration (+4,5 %) et les activités spécialisées scientifiques et techniques (+4,5 %). En France, l'activité progresse quasiment au même rythme que dans la région (+1,6 %).

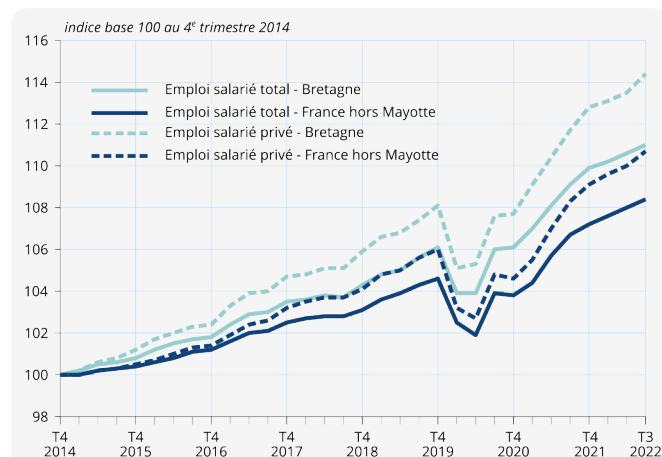
Sur les mois de juillet à septembre 2022, en Bretagne, l'activité dépasse de 4,5 % celle d'avant-crise du 3^e trimestre 2019, davantage qu'en France hors Mayotte (+3,0 %).

L'emploi salarié continue à progresser

Entre fin juin et fin septembre 2022, l'**emploi salarié total** progresse de 0,4 % en Bretagne (+4 900 créations nettes d'emploi), comme au trimestre précédent et comme en France hors Mayotte ► **figure 1**. Les contrats d'alternance et notamment d'apprentissage continuent de contribuer à la dynamique de l'emploi salarié privé, qui augmente de 0,7 %.

En un an, la croissance de l'emploi total s'élève à 1,8 % (soit 22 800 emplois supplémentaires), légèrement plus qu'au niveau national (+1,6 %).

► 1. Évolution de l'emploi salarié

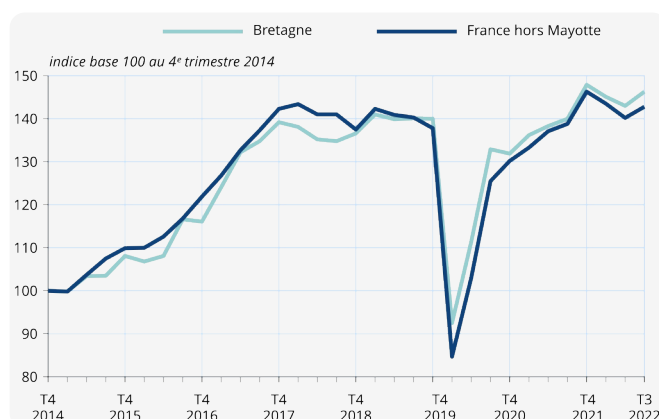


Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Comparé au niveau d'avant-crise de fin décembre 2019, l'emploi salarié total est en hausse de 4,7 % en Bretagne (+57 700 emplois), une augmentation supérieure à celle observée en France (+3,6 %).

L'emploi intérimaire rebondit après deux trimestres de baisse

Au 3^e trimestre 2022, l'emploi intérimaire augmente de 2,3 % en Bretagne (+1 000 emplois), après avoir reculé de 1,4 % au 2^e trimestre et de 1,9 % au 1^{er} trimestre ► **figure 2**. Sur douze mois, il augmente de 4,5 % (+2 000), ce qui correspond aussi à l'augmentation par rapport à son niveau de fin décembre 2019.

En France, la hausse de l'emploi intérimaire est moins prononcée : +1,9 % au 3^e trimestre, +2,9 % en un an et +3,6 % depuis fin 2019.

Ventilé par secteur utilisateur, en Bretagne, l'emploi intérimaire rebondit au 3^e trimestre 2022 dans l'industrie (+2,9 % après -0,5 % au 2^e trimestre). L'agroalimentaire, principal secteur utilisateur d'intérim, affiche une hausse de 4,0 % (+500 emplois). Le nombre d'emplois se redresse dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines (+1,7 % après -2,0 %). Dans le tertiaire marchand, l'emploi intérimaire augmente de 0,4 % (+100), alimenté par l'accélération de 4,2 % dans le transport et entreposage (+200). Cependant, dans l'hébergement-restauration, où il avait fortement augmenté au 2^e trimestre (+28,0 %), il recule de 11,9 % de fin juin à fin septembre (-100). La construction recourt à nouveau davantage à l'intérim au 3^e trimestre (+4,3 %, soit +300).

En un an, toujours en Bretagne, l'emploi intérimaire progresse dans l'industrie (+6,2 %), la construction (+3,4 %) et le tertiaire marchand (+2,8 %). En France, il augmente dans l'industrie et le tertiaire marchand (respectivement +7,0 % et +2,4 %), tandis qu'il diminue dans la construction (-2,8 %).

L'emploi continue d'augmenter nettement dans le tertiaire marchand hors intérim

Au 3^e trimestre 2022, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim continue à porter la majorité des créations nettes d'emplois de la région (+4 800 emplois) ► **figure 3**. Il augmente de 0,9 % en trois mois, plus qu'en France (+0,7 %). En un an, la hausse de l'emploi dans ce secteur est similaire en Bretagne à celle observée au niveau national (+3,0 %).

Avec 1 200 emplois supplémentaires au 3^e trimestre, le sous-secteur des **services aux entreprises hors intérim** contribue le plus à la hausse du tertiaire marchand hors intérim (+1,1 %). En un an, ce sous-secteur crée 4 500 emplois (+4,1 %). L'emploi dans le **commerce** augmente ce trimestre (+0,6 % soit +1 100 emplois). En un an, la hausse s'élève à 1,5 %, soit 2 400 emplois supplémentaires. Le secteur de l'**hébergement-restauration** gagne 600 emplois au 3^e trimestre. Il affiche une croissance de 1,2 % sur trois mois et de 7,0 % en un an. Dans l'**information et la communication**, l'emploi ralentit légèrement (+1,4 % après +1,6 %). En un an, il progresse de 5,1 %. Le secteur du **transport et entreposage** connaît une accélération de l'emploi ce trimestre

(+0,6 % après +0,2 %), ce qui porte la hausse à 1,3 % sur douze mois. Dans les **activités financières et d'assurance** et les **activités immobilières**, l'emploi augmente de 0,8 %. En un an, la hausse dans la finance et l'assurance est plus élevée que dans l'immobilier (respectivement +2,3 % et +1,9 %).

Au 3^e trimestre 2022, le **secteur tertiaire non marchand**¹ se replie de 0,5 % en Bretagne (-2 000 emplois), après +0,2 % au trimestre précédent. En France, le recul s'élève à 0,2 %. En un an, l'emploi dans ce secteur augmente de 0,3 % dans la région, tandis qu'il est stable au niveau national.

L'emploi poursuit sa hausse dans l'industrie et accélère dans la construction

L'emploi salarié dans l'**industrie** bretonne progresse au 3^e trimestre (+0,4 %, soit 600 emplois supplémentaires). En un an, il croît de 1,0 % (+1 700 emplois). En France, l'emploi industriel augmente de 0,5 % en trois mois, portant à +1,2 % la hausse sur douze mois.

L'**industrie agroalimentaire**, qui représente plus de quatre emplois industriels sur dix en Bretagne, enregistre un léger rebond au 3^e trimestre (+0,1 % après -0,2 %). En un an, elle progresse de 0,2 %, soit 100 emplois supplémentaires. L'emploi dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines** continue à se redresser en trois mois (+0,8 %, après +0,5 %). En douze mois, il augmente de 2,8 %, soit 500 emplois supplémentaires. Dans le secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage**, l'emploi augmente de 0,7 % au 3^e trimestre et de 2,6 % en un an (+300). Après le rebond du 2^e trimestre, il ralentit dans le sous-secteur de la **fabrication de matériels de transport** ce trimestre (+0,6 % après +1,6 %) et progresse de 1,2 % en un an. Cependant, il reste éloigné de son niveau d'avant-crise de fin 2019 (-1,5 %).

Au 3^e trimestre, l'emploi dans la **construction** accélère en Bretagne (+0,8 % après +0,2 %) et augmente légèrement en France (+0,2 %). En un an, avec 2 100 emplois supplémentaires, la région connaît un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+2,6 % contre 1,0 %).

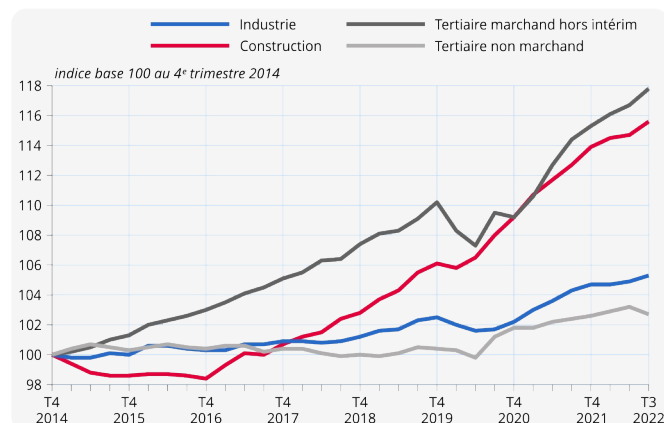
Dans l'**agriculture**, l'emploi salarié affiche une baisse de 1,1 % au 3^e trimestre, similaire à celle du niveau national (-1,0%). Cependant, en un an, l'emploi salarié agricole est orienté à la hausse en Bretagne (+1,3 %) tandis qu'il diminue en France (-1,3 %).

L'emploi progresse davantage dans le Morbihan

Entre fin juin et fin septembre 2022, l'emploi salarié augmente de 0,8 % dans le Morbihan (+2 200 emplois), plus fortement qu'au niveau régional, porté par le tertiaire marchand, intérim compris (+1,7 % contre +1,0 % en Bretagne). En Ille-et-Vilaine, la hausse de l'emploi s'élève à 0,5 % (+2 500), proche de la moyenne régionale. Dans les Côtes-d'Armor et le Finistère, l'emploi est quasi stable (+100 emplois dans chacun des départements).

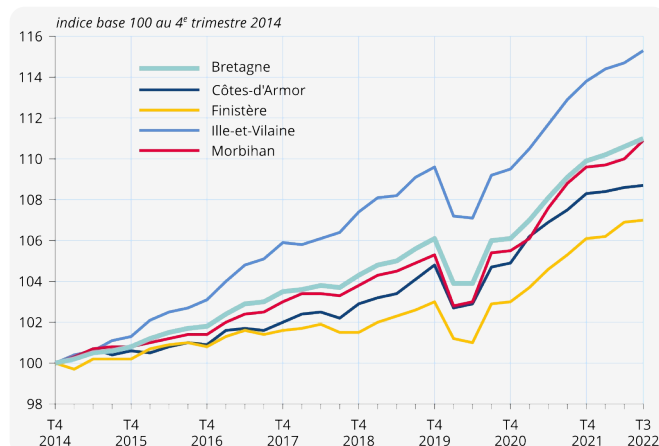
¹ - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

► 3. Évolution de l'emploi salarié par secteur - Bretagne



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.
Champ : emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Entre fin septembre 2021 et fin septembre 2022, l'emploi est plus dynamique dans le Morbihan et en Ile-et-Vilaine ► **figure 4**. Au sein de ce dernier département, la hausse de l'emploi s'élève à 2,1 % (+9 900 emplois), plus de huit emplois créés sur dix provenant du tertiaire marchand y compris l'intérim (+8 300). Dans le Morbihan, l'augmentation de l'emploi s'élève à 2,0 % (+5 200), portée par la construction (+3,1 %) et l'industrie (+1,9 %). Le Finistère (+5 400) affiche une hausse annuelle de 1,6 %, légèrement inférieure à celle de la région. Malgré une progression de 1,4 % de l'industrie, l'emploi finistérien est freiné par l'intérim, qui diminue dans le département (-1,7 %) alors qu'il augmente en Bretagne. Dans les Côtes-d'Armor, l'emploi progresse de 1,1 % sur douze mois (+2 300). Ce département présente une légère baisse de l'intérim et du tertiaire non marchand (-0,2 %).

Avertissement sur l'emploi salarié

L'introduction de la **Déclaration sociale nominative** (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) a pu transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations ont été réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. En particulier, au troisième trimestre 2022, une bascule vers la source DSN a été opérée pour la fonction publique de l'État. Ce changement de source a pu entraîner une rupture de la saisonnalité de la mesure de l'emploi public ; les ruptures les plus nettes ont été neutralisées, mais certaines moins évidentes et plus légères peuvent subsister.

Le taux de chômage reste bas mais ne baisse plus

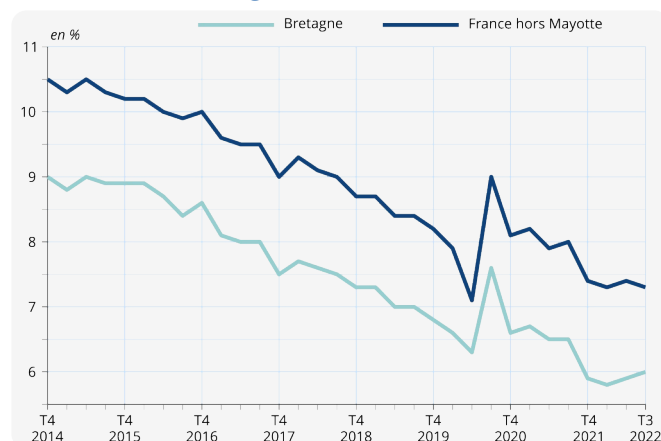
Au 3^e trimestre 2022, le taux de chômage est quasi stable en Bretagne et s'établit à 6,0 % de la population active ► **figure 5**. Alors qu'il était orienté à la baisse depuis 2015, le taux de chômage en Bretagne semble se stabiliser, voire augmenter légèrement, depuis le début de l'année 2022. Il demeure néanmoins le plus faible taux des régions françaises, devant ceux des Pays de la Loire et de la Corse (6,1 %). Au niveau départemental, le taux de chômage augmente légèrement en Ile-et-Vilaine, de 0,2 point. S'établissant à 5,6 % de la population active, il demeure inférieur à celui des autres départements bretons (5,9 % dans le Morbihan, 6,3 % dans le Finistère et 6,4 % dans les Côtes-d'Armor). En France hors Mayotte, le taux de chômage se situe à 7,3 % de la population active.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente en Bretagne au 3^e trimestre 2022 (+2,6 %) après huit trimestres de baisse consécutive, tandis qu'en France hors Mayotte il est quasi stable (-0,1 %). En un an, il recule dans la région, dans les mêmes proportions qu'au niveau national (respectivement -10,6 % et -10,9 %).

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C) baisse de 0,7 % au 3^e trimestre en Bretagne. Au total, la demande d'emploi globale (catégorie A, B ou C) augmente de 0,9 %, tandis qu'en France elle est stable. En un an, elle baisse légèrement moins en Bretagne qu'en France (respectivement -6,5 % et -7,1 %) ► **figure 6**.

► 5. Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.
Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés.

Par classe d'âge, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C au 3^e trimestre en Bretagne est plus importante parmi les jeunes de moins de 25 ans (+1,5 %) et les personnes de 25 à 49 ans (+1,0 %) que parmi les plus de 50 ans (+0,5 %). Néanmoins, sur douze mois, le nombre d'inscrits baisse davantage parmi les jeunes (-11,1 %, contre -6,7 % pour les 25-49 ans et -3,8 % parmi les 50 ans ou plus).

Les inscrits en catégorie A, B ou C depuis plus d'un an représentent désormais 45,9 % de l'ensemble des inscrits, soit 3,1 points de moins qu'un an auparavant. Leur nombre recule de 1,2 % sur trois mois et de 12,6 % sur un an.

Au 3^e trimestre 2022, parmi les départements bretons, le nombre de demandeurs d'emploi augmente le plus en Ile-et-Vilaine (+1,6 %), tandis que le Morbihan et le Finistère présentent une hausse nettement moins forte (respectivement +0,5 % et +0,4 %). En un an, la baisse est la plus prononcée dans le Morbihan (-8,3 %). Elle est semblable au niveau régional dans le Finistère et les Côtes-d'Armor (-6,5 %), alors que celle observée en Ile-et-Vilaine est moindre (-5,3 %).

Dans la construction neuve, repli des permis et des mises en chantier

D'octobre 2021 à septembre 2022, 33 900 logements ont été autorisés à la construction dans la région. Ce cumul sur douze mois est en recul de 4,9 % par rapport à celui du trimestre précédent (de juillet 2021 à juin 2022), lui-même déjà en baisse de 2,6 % par rapport à la période d'avril 2021 à mars 2022 ► **figure 7**. Le nombre d'autorisations de construire diminue fortement en Ile-et-Vilaine (-9,2 %) et dans les Côtes-d'Armor (-8,2 %). Le Morbihan présente une baisse inférieure à la moyenne régionale (-3,0 %), tandis que le Finistère affiche une augmentation de 3,2 %. En France hors Mayotte, la tendance est à une légère hausse (+0,5 %).

Sur un an, 900 permis de construire de plus ont été délivrés en Bretagne par rapport au cumul d'octobre 2020 à septembre 2021. Les autorisations de construire progressent ainsi moins fortement dans la région (+2,9 %) qu'au niveau national (+10,2 %). L'évolution est très différente d'un département à l'autre, avec une nette hausse en Ile-et-Vilaine (+8,7 %) et une baisse importante dans le Morbihan (-9,3 %).

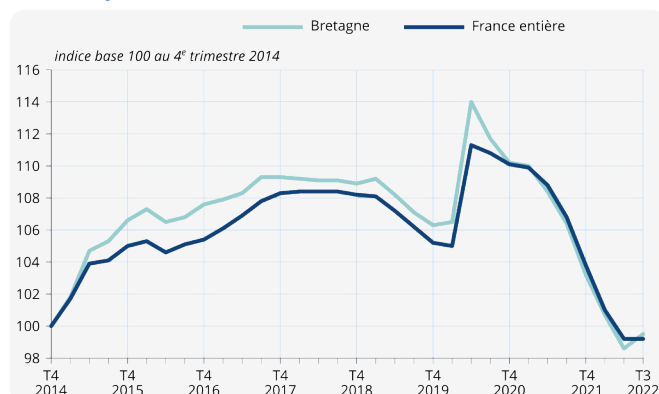
D'octobre 2021 à septembre 2022, 27 500 logements ont été mis en chantier en Bretagne. Ce cumul sur douze mois est en baisse de 1,9 % par rapport à celui du trimestre précédent (-1,0 % en France). Seul le Finistère affiche une hausse (+4,0 %).

Sur un an, le nombre de mises en chantier de logements augmente en Bretagne (+5,5 % par rapport au cumul d'octobre 2020 à septembre 2021), tandis qu'en France il diminue de 0,6 %. À l'échelle des départements bretons, la hausse est particulièrement soutenue dans le Finistère (+26,1 %), tandis que le Morbihan enregistre une baisse (-5,6 %).

La fréquentation dans les hôtels dépasse le niveau d'avant la crise

Au 3^e trimestre 2022, pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, la fréquentation hôtelière en Bretagne est supérieure à celle observée pour le même trimestre en 2019

► 6. Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi

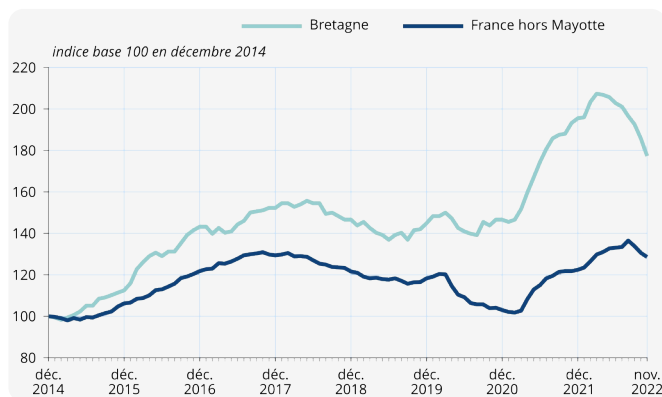


Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

► 7. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



(+1,2 %). Elle s'élève à près de trois millions de nuitées, tirée par la clientèle venant de l'étranger qui augmente de 5,9 % au troisième trimestre 2022. Le nombre de nuitées des touristes résidant en France retrouve son niveau d'avant-crise (-0,1 %).

À l'inverse, au niveau national, la fréquentation hôtelière est portée par la clientèle résidente (+3,2 %) mais freinée par celle en provenance de l'étranger (-1,7 %). Au total, la fréquentation des hôtels en France au 3^e trimestre 2022 est supérieure de 1,3 % à son niveau du même trimestre en 2019.

Dans la région, les chiffres d'affaires dans l'hôtellerie et dans la restauration augmentent sur chacun des mois du 3^e trimestre 2022. Mesurées par rapport aux mêmes mois de 2019, ces augmentations sont toutefois moindres que celles observées au niveau national. En particulier, dans l'hôtellerie, le chiffre d'affaires au mois d'août est en croissance de 17 % en Bretagne et de 23 % au niveau national. De même, dans la restauration,

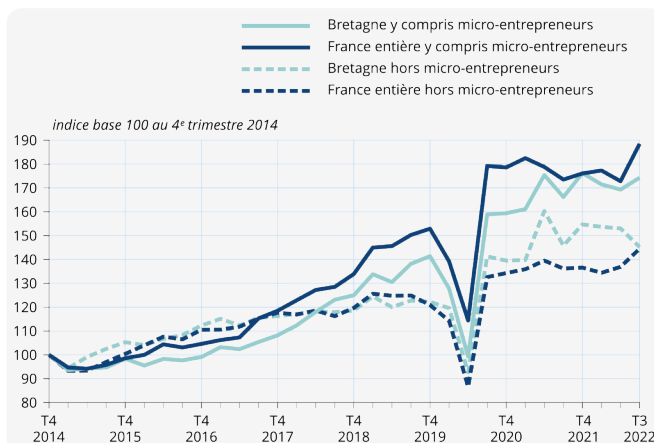
Contexte national – En France, ralentissement en cours

Le PIB français a ralenti au troisième trimestre 2022 (+0,2 % après +0,5 %). L'activité dans les services n'a en effet plus bénéficié des effets de rattrapage ayant porté son rebond au trimestre précédent, tandis que dans l'industrie, la production d'électricité a continué de baisser. L'emploi a néanmoins conservé son dynamisme du premier semestre, porté par l'essor de l'apprentissage. Malgré les mesures de soutien au revenu des ménages, leur consommation est demeurée atone, dans un contexte où l'inflation est restée au second semestre 2022 autour de 6 % sur un an. En fin d'année, les difficultés persistantes du parc nucléaire, l'effet ponctuel des grèves dans les raffineries et la hausse des coûts de production dans certains secteurs écono-intensifs pourraient conduire à un léger fléchissement de l'activité française.

Contexte international – L'économie mondiale en ralentissement

Au troisième trimestre 2022, l'activité économique a ralenti dans la plupart des pays européens et s'est même contractée au Royaume-Uni. Le rebond ponctuel de l'activité en Chine et aux États-Unis masque quant à lui une dynamique plus générale de ralentissement économique depuis plusieurs trimestres. Les économies occidentales demeurent confrontées à des niveaux d'inflation élevés, toutefois en repli fin 2022 suite au recul des prix de marché de l'énergie depuis l'été. Les difficultés de production dans certains secteurs, en lien avec les prix énergétiques, l'augmentation du coût du crédit sous l'effet des resserrements monétaires et le manque de dynamisme de la demande mondiale pourraient contraindre l'activité économique début 2023.

► 8. Créations d'entreprises



cette augmentation du chiffre d'affaires oscille, selon le mois, entre 4 % et 12 % en Bretagne et entre 19 % et 22 % en France.

Les créations d'entreprises repartent à la hausse, l'augmentation des défaillances se confirme

Au 3^e trimestre 2022, 9 800 entreprises ont été créées en Bretagne. Ce nombre augmente de 2,9 % par rapport au trimestre précédent, après deux trimestres de baisse ► **figure 8**. Les immatriculations de micro-entrepreneurs, qui représentent six créations sur dix, se redressent fortement (+9,8 %), tandis que la baisse des créations de sociétés ou entreprises individuelles s'accroît (-5,1 %). Le secteur des services est le seul dans lequel les créations d'entreprises augmentent (+6,7 %). En France, la hausse totale des créations d'entreprises au 3^e trimestre est trois fois plus élevée que dans la région (+9,1 %).

En un an, le nombre d'entreprises créées en Bretagne progresse de 4,8 %, moins fortement qu'en France (+8,6 %). Cette hausse du nombre de créations d'entreprises s'explique par la nette augmentation des immatriculations de micro-entrepreneurs (+9,1 % dans la région, +10,3 % sur le territoire national).

Entre octobre 2021 et septembre 2022, 1 400 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. La remontée du nombre de défaillances se poursuit (+11,0 % par rapport au cumul annuel observé trois mois plus tôt, c'est-à-dire de juillet 2021 à juin 2022). Avec la fin progressive des mesures de soutien aux entreprises mises en place pendant la crise, ce nombre est en hausse depuis quatre trimestres consécutifs mais reste encore largement inférieur à son niveau d'avant-crise (plus de 2 000 fin décembre 2019). Au niveau national, le nombre de défaillances progresse à un rythme comparable (+11,1 %).

En un an, les défaillances sont ainsi en forte hausse en Bretagne (+42,4 %) ; c'est également le cas en France (+35,6 %).

Jean-Marc Lardoux, Agnès Palaric (Insee)

► Pour en savoir plus

- Insee, « Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne », *Chiffres-clés*.
- Insee, « Refroidissement », *Note de conjoncture*, décembre 2022.
- Insee, « Au troisième trimestre 2022, l'emploi salarié augmente dans presque toutes les régions », *Informations rapides* n° 2023-13, janvier 2023.
- Insee, « Au troisième trimestre 2022, l'emploi salarié augmente de 0,4 % », *Informations rapides* n° 2022-321, décembre 2022.
- Insee, « Au troisième trimestre 2022, le taux de chômage reste quasi stable, à 7,3 % », *Informations rapides* n° 2022-295, novembre 2022.

